

Convention collective départementale

IDCC : 1700. – **SUCRERIES, SUCRERIE-DISTILLERIES ET DISTILLERIES
(GUADELOUPE)**
(18 janvier 1993)

ACCORD DU 26 MAI 2009
RELATIF AUX NÉGOCIATIONS ANNUELLES OBLIGATOIRES

NOR : *ASET0950634M*
IDCC : 1700

Entre :

Le syndicat des producteurs de sucre et de rhum de la Guadeloupe et des dépendances (ASSOCANNE, CODERUM, SRIG),

D'une part, et

La CGTG ;

L'UGTG,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre des négociations annuelles obligatoires 2009 qui se sont déroulées les 13 janvier, 10 et 11 mars et 28 avril 2009, les partenaires de la branche canne, sucre, rhum ont arrêté les modalités suivantes.

Article 1^{er}

Application de l'accord interrégional relatif aux salaires

Signature d'un accord de branche portant application au 1^{er} mars 2009 de l'accord régional interprofessionnel relatif aux salaires, dit accord Jacques-Bino.

Dans l'attente éventuelle d'indications contraires émanant du ministère et de la direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Guadeloupe, le montant du bonus exceptionnel (50 ou 100 € selon la taille de l'entreprise) pris en charge par les employeurs de la filière supportera la CSG et la CRDS à l'occasion de sa mise en place.

Si ces CSG et CRDS doivent être supportées dans un premier temps par l'employeur avant les salariés, il est convenu que les employeurs de la filière procéderont à une régularisation rétroactive au 1^{er} mars 2009 des montants prélevés.

Article 2

Paiement des jours de grève

Le principe du non-paiement des jours de grève a été acté.

La mise en place d'avances sur salaires remboursables aux salariés mobilisés par ce conflit a été déconnectée de la plate-forme de revendications des NAO de branche à la demande des représentants des organisations syndicales afin d'être traitée en interne au sein de chacune des entreprises de la filière concernée par des jours de grève.

Article 3

Indemnité de départ à la retraite pour les travailleurs saisonniers

Tout travailleur saisonnier quittant volontairement une entreprise de la filière afin de bénéficier d'une pension de vieillesse bénéficiera d'une indemnité de départ à la retraite selon les conditions suivantes :

- s'être assuré auprès des services sociaux compétents de pouvoir bénéficier d'une retraite ;
- avoir travaillé dans la profession au moins 5 campagnes sucrières d'affiliée au moment de sa cessation d'activité.

En cas de maladie ou d'accident empêchant le saisonnier d'être présent la dernière ou l'avant-dernière année précédant son départ, l'employeur vérifiera si ce salarié a bien travaillé 5 années avant son arrêt de travail prolongé.

Comme pour les salariés (ouvriers et ETAM) sous contrat à durée indéterminée, l'indemnité de départ à la retraite est calculée entre la 5^e et la 9^e année de présence sur la base de 1/10 de mois par année de présence dans l'entreprise, et ce au prorata de la durée de la campagne.

Une année de présence équivaudra à 2 campagnes dans la filière canne-sucre-rhum.

A partir de 10 ans de présence (soit 20 campagnes sucrières), l'indemnité de départ à la retraite sera la suivante :

- entre 10 ans et 14 ans de présence (28 campagnes) : 2 mois de salaire ;
- entre 15 ans (30 campagnes) et 19 ans (38 campagnes) de présence : 2,5 mois de salaire ;
- 20 ans de présence (40 campagnes) : 3 mois de salaire.

Article 4

Titres restaurant

Cette demande sera étudiée dans le cadre de NAO internes aux entreprises de la filière au cours de l'exercice 2009, et en cas de non-résolution, les organisations syndicales la représenteront dans leur plate-forme de revendications des NAO de branche de 2010.

Article 5

Publicité

Le présent protocole d'accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par le code du travail :

- un exemplaire dûment signé par toutes les parties sera remis à chaque signataire ;
- un exemplaire sera déposé au greffe du conseil de prud'hommes de Pointe-à-Pitre ;
- un exemplaire sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Guadeloupe ;
- un autre leur sera envoyé par courriel ainsi qu'au ministère du travail.

Fait à Baie-Mahault, le 26 mai 2009.

(Suivent les signatures.)